

# HOROYA

TRAVAIL  
JUSTICE  
SOLIDARITÉ

25  
FRANCS

• BUREAUX, IMPRIMERIE PATRICE LUMUMBA 2<sup>ème</sup> ETAGE • B. P. 341 - CONAKRY Tél. 51-50

## « L'esprit de critique et d'autocritique doit se manifester constamment chez un peuple mobilisé de manière dynamique vers de nouvelles conquêtes »

En raison des nombreuses demandes des militants réclamant la publication du discours de clôture de la conférence économique de Kissidougou déjà diffusé à la radio, nous donnons le texte intégral de cette importante allocution du secrétaire général du parti.

On comprend que les militants veuillent assimiler toutes les recommandations, tous les mots d'ordre et toute l'autocritique formulés à cette conférence.

Nous devons remercier les fédérations pour leur contribution positive aux travaux de la présente conférence. Les interventions ont toutes démontré le niveau politique satisfaisant atteint par les organismes du P.D.G. Elles sont d'une valeur politique positive, significative de l'évolution qualitative de nos camarades dans le domaine idéologique, politique et dans le sens de la responsabilité qu'assume le Parti à travers les militants, pour nous doter de possibilités encore accrues de nous suffire.

Nous devons par conséquent vous féliciter et vous

encourager dans cette voie. Pour obtenir ce résultat, nous savons qu'il vous a été imposé une double action.

- 1) une action de formation ;
  - 2) une action de création.
- Aujourd'hui, mieux qu'au début de notre indépendance, nos responsables peuvent trai-

ter de manière valable, de manière scientifique, tous les problèmes qui conditionnent le développement de notre pays. Mais si encourageant que soit ce résultat, nous ne devons jamais oublier que ce qui reste à faire est encore

plus important que ce qui est fait. Chaque rencontre des cadres doit servir de nouveau point de départ et nous souhaitons que cette conférence soit celle de nouvelles activités. Le programme étudié et les solutions appropriées qui lui ont été trouvées constituent de nouveaux objectifs qui vont requérir une attention plus soutenue, une activité plus grande.

**L'objectif essentiel, nous l'avons dit, est que nous devons nous suffire, donc nous développer ; pour parvenir à cet objectif, les moyens essentiels sont la mobilisation permanente des masses laborieuses, l'éducation continue de tous les éléments de la société. Eduquer un homme, c'est faire reculer en lui le domaine de l'ignorance et faire progresser celui de la connaissance ; perfectionner les rapports existants, de déceler ce qui entrave la manifestation des initiatives créatrices,**

**ce qui compromet l'action individuelle et collective, ce qui en un mot aliène la liberté, la dignité de l'homme et du peuple.**

Au sein de nos services, on devra d'abord être engagé honnêtement et se soucier d'atteindre les objectifs fixés, à l'exemple de la nation. La reconversion des mauvaises habitudes en habitudes positives facilite le combat de l'homme contre ses propres défauts et insuffisances ; il facilite le combat collectif contre les insuffisances et défauts de la société dans tous les domaines et le combat de l'ensemble des individus et sociétés contre la nature et les phénomènes qui demeurent cependant leurs seules sources de progrès, car les moyens sont tirés de la nature. Les moyens d'accélération de l'histoire relèvent de la maîtrise des événements et des phénomènes de la nature.

Le Secrétaire Général du Parti, le Président Ahmed Sékou Touré quitte aujourd'hui Conakry pour Siguiri où il présidera les 15 et 16 Juillet la Conférence Economique de la Haute-Guinée

### 15 jours d'études fructueuses

### Le séminaire des femmes de Conakry II prend fin aujourd'hui

Le séminaire des femmes de la fédération de Conakry II, dont les travaux se déroulent à l'école des cadres du Parti termine ses travaux aujourd'hui vendredi 15 juillet. Le séminaire a entendu mercredi après-midi le secrétaire fédéral de Conakry II, El Hadj Nabaniou Chérif.

Le thème principal de la con-

férence donnée par le secrétaire fédéral de Conakry II a porté sur la mobilisation et la vigilance révolutionnaire du peuple autour des objectifs et du programme d'émancipation de notre Parti national, le P.D.G.

La Conférence a embrassé les différents facteurs qui conditionnent le développement et le progrès du peuple, et favorisent

la promotion sociale de l'homme.

A ce propos, après avoir brièvement rappelé le but du séminaire, qui consiste à mieux armer les femmes de la fédération afin qu'elles continuent d'apporter une contribution de

(Suite page 4)



### Critique et auto-critique

Nous devons donc opérer, avec sincérité, une certaine reconversion en ce qui reste à modifier positivement en nous et autour de nous. **L'esprit de critique et d'auto-critique doit se manifester constamment chez un peuple qui ne satisfait pas ses acquis antérieurs et qui reste mobilisé de manière dynamique vers de nouvelles conquêtes devant améliorer l'action et l'importance de ces acquis.**

Pour être correctement appliqué, le programme élaboré récemment va entraîner au niveau du gouvernement et des autorités régionales certaines adaptations des budgets national et régionaux. Le plan de développement national fait l'objet d'un budget spécial alimenté et exécuté sur le plan de la nation. Au niveau des régions administratives qui constituent des entités

budgetaires, il a été créé deux budgets : un budget de fonctionnement alimenté par des ressources déterminées et un budget d'équipement alimenté par des ressources qui lui sont propres. Vient ensuite la structure administrative et politique qui comporte des entités à base : arrondissements et villages sur le plan administratif, sections et comités de base sur le plan politique. A ces deux échelons, il n'existe pour le moment aucun budget. Cependant, la répartition des charges et le développement de la responsabilité démocratique exigent qu'à ces deux échelons soit envisagée la création d'un budget pouvant refléter les capacités collectives ou individuelles de l'entité-village et de l'entité-arrondissement. Le program-

(Suite page 2)

# La Guinée l'Afrique le monde

## Discours de clôture de la conférence économique de Kissidougou

(Suite de la première page)

me qui vient d'être adopté au niveau du comité et de l'arrondissement doit correspondre à des tâches précises de développement, ce qui veut dire que de nouvelles entités économiques devront résulter des activités à définir à ces deux échelons dont le maintien, l'entretien et le développement supérieur devront être considérés comme des exi-

### L'exécution des tâches

On pourrait facilement aboutir à un élargissement de la structure financière. Sur le plan national, les deux budgets continueront à exister : le budget général chargé du fonctionnement de tous les secteurs nationaux de l'Etat et le budget dit du plan consacré au fonctionnement économique et social de la nation. A l'échelon régional, les deux budgets actuels continueront d'exister : budget de fonctionnement et budget d'équipement. La nature des dépenses d'équipement méritait d'être précisée afin d'éviter toute confusion, entre la pleine responsabilité de la région dans le domaine de l'équipement et celle de la nation et de l'arrondissement dans le même domaine.

En troisième lieu, nous déciderons à partir de la prochaine année budgétaire, la suppression du budget de fonctionnement de l'arrondissement. Car si l'arrondissement doit être considéré com-

### Les fermes au niveau des arrondissements

Les comités directeurs des sections auront à créer des fermes au niveau des arrondissements par investissement humain comme cela a été fait dans certains autres où ont été réalisées et mises en valeur de grandes superficies : plantations d'hévéas, de caféiers, de palmiers nains, d'ananas, de manioc appartenant aux populations de l'arrondissement, donc propriété collective. Les insuffisances dénoncées ont démontré que l'entretien de ce que les camarades ont réalisé collectivement et avec enthousiasme il y a 2 ou 5 ans laissait souvent à désirer. Un autre facteur de démobilité des masses est le détournement malhonnête du fruit de leur travail, sa mauvaise gestion. Tout cela

### Les services civiques

La nécessité de l'implantation des services civiques au niveau de chaque arrondisse-

gences du progrès avec pour corollaire l'existence de moyens financiers adéquats. Nous pensons donc faire étudier à notre retour à Conakry par le Bureau Politique National et le Gouvernement, **le problème de l'adaptation des structures financières de l'Etat aux nouvelles exigences facilement perceptibles à travers l'exécution correcte des recommandations qui viennent d'être adoptées.**

me une entité ayant des possibilités de développement dont l'exploitation doit relever de la tâche quotidienne de ses populations, le fonctionnement administratif lui, doit relever d'une autorité centrale régionale. Ainsi pour l'administration, ne subsistera-t-il plus qu'un seul budget de fonctionnement pour l'ensemble des secteurs de la région.

Mais en ce qui concerne son développement, l'arrondissement pourra avoir désormais un budget d'équipement destiné à financer l'exécution des tâches dans le domaine agricole et rural en général. Les expériences, dans les domaines industriel et autres, seront au départ à la charge de l'arrondissement qui devra trouver les matières premières nécessaires exclusivement dans le développement rural : donc prédominance de l'agriculture, de la pêche ou de l'artisanat. En un mot, une nouvelle entité budgétaire sera créée : celle de l'arrondissement.

explique la nécessité de doter l'arrondissement d'une personnalité budgétaire, afin de dégager des moyens sûrs et permanents que constitue la mobilisation des organismes politiques : le produit du travail collectif devra être considéré comme propriété de l'arrondissement. D'où la nécessité d'organiser un service civique. Le 6ème Congrès national, les sessions du Conseil National de la Révolution qui l'ont suivi et les sessions du Bureau Politique National qui ont eu à étudier la nécessité du développement économique et social et l'éducation populaire dans le domaine politique ont décidé de créer un service civique et cette institution aura un prolongement financier.

ment impliquera celle de trouver les ressources adéquates pour faire fonctionner ces or-

ganismes. L'ensemble de ces problèmes fera l'objet d'une étude qui sera confiée au Bureau Politique National et au gouvernement et donnera lieu à des décisions qui vous seront communiquées incessamment. L'essentiel, avant de nous quitter, est de savoir que les recommandations votées posent de nouveaux problèmes qui doivent trouver leur solutions afin que tous les organismes s'acquittent convenablement des tâches qui leur sont prescrites par la présente conférence.

Aussi devons-nous continuer d'agir sur nous-mêmes. Le premier ennemi de l'homme, c'est l'homme lui-même. Le premier ennemi d'un peuple, c'est le peuple lui-même. **Pour se développer, il faut s'organiser, il faut se discipliner et pour être discipliné, il faut permettre aux tendances**

**positives de se développer constamment au détriment des tendances négatives qui sont à liquider le plus tôt possible.**

A ce propos, il faut dénoncer la persistance, dans certains comités, de certaines pratiques qui ont été formellement interdites parce que considérées comme nuisibles à la santé politique et morale de la nation. Il est vrai que la plupart des comités de base font une application correcte des principes et méthodes arrêtés par les instances du Parti. Nous allons indiquer certaines de ces pratiques condamnables et les cadres présents à cette conférence devront à leur retour renforcer l'action éducatrice en vue de les faire disparaître.

### Des biens collectifs

Le progrès de la nation est celui de chaque région, de chaque arrondissement et surtout de chaque village de Guinée et de chaque homme.

Un exemple : il a été interdit aux comités de base et aux Sections d'organiser des souscriptions ; or, il nous a été signalé qu'au niveau de certains comités de base et même de certaines sections des souscriptions ont été organisées au cours de l'année 1966.

Des sommes ont été perçues pour des motifs d'intérêt général et leur gestion est déficiente, ou se fait, sans que les militants en soient informés, ce qui sape toujours leur moral. Nous disons donc de manière catégorique qu'à partir de la présente conférence, aucune souscription, pour quelque raison que ce soit, ne saurait être tolérée au

niveau d'une région, d'une section ou d'un comité. **Il faut donc donner à vos activités une nouvelle forme de vie qui ne démobilitise pas mais qui mobilise.** Un autre exemple, celui de la gestion des biens collectifs, qu'il faut assumer dans des conditions correctes. **De nombreux comités ont des biens collectifs : plantations et champs. Il y a aujourd'hui des dizaines et des dizaines de sections qui disposent également de grandes étendues mises en valeur, des camions et autres moyens ; c'est là un avantage de l'arrondissement, que des populations possèdent des biens qui concourent à leur propre progrès. On doit malheureusement encore déplorer en certains endroits de mauvaises conditions de gestions.**

### De mauvaises pratiques

Malgré les dernières recommandations, lors du renouvellement des organismes dirigeants des fédérations, on a hélas enregistré des cas de mauvaise gestion des biens des sections. Des camions étaient exclusivement et abusivement utilisés par les commandants, les secrétaires généraux et leurs familles ; pour aller dans d'autres régions, voire même à Conakry, c'est le camion de la section qui était utilisé — et gratuitement — alors que les besoins collectifs étaient négligés. Ces insuffisances doivent être signalées, autrement nous ne pourrions pas les corriger. Il faut donc que partout où de telles conditions de gestion ou d'utilisation des camions ont existé, l'action de nos camarades arrive à les supprimer pour faire des camions la propriété collective

de nos militants. Un commandant d'arrondissement qui paierait de ses propres deniers les frais de transport d'un ami ou d'un parent au chauffeur du camion de la section, donnerait un exemple de désintéressement qui servirait au renforcement du sens du développement collectif. Ce qui est dit pour la gestion des moyens de transport intéresse également la gestion des biens collectifs, c'est-à-dire plantations et champs.

Il faut que partout les principes et méthodes de gestion caractérisés par l'unité et la rentabilité des investissements de nos organismes politiques servent de ligne de conduite à nos responsables à tous les échelons. Il arrive, dans beaucoup d'arrondissements, que le minimum fiscal soit perçu en produits ; c'est une bonne

chose car elle permet une commercialisation et une mobilisation conséquente de chaque producteur. Mais il arrive parfois qu'au cours d'une année les prix des mêmes produits soient modifiés en faveur des producteurs alors qu'il a été perçu telles quantités de tels produits comme contribution individuelle.

Quand il y a augmentation des prix, le comité directeur doit faire le bilan de l'action soit au congrès de la section, soit à une conférence spéciale et indiquer le montant de la plus-value de cette hausse pour que les militants eux-mêmes indiquent comment l'utiliser pour le progrès de l'arrondissement. Le Comité directeur prouvera ainsi son honnêteté. Dans le cas contraire, le militant mal informé sera convaincu de la malhonnêteté du Comité Directeur, ce qui ne peut qu'affaiblir l'organisme dirigeant et porter atteinte à la morale révolutionnaire.

### Ne point tolérer les dérogations

Nous avons interdit tous les dons ; cette intervention doit être maintenue. La morale révolutionnaire est un ensemble de principes directeurs déterminant le comportement du militant et surtout celui du responsable. Le responsable doit servir de miroir et sa vie quotidienne doit pouvoir refléter l'efficacité des mots d'ordre du Parti. Lorsqu'un responsable du Bureau Fédéral, du Comité directeur, au cours d'une mission qu'il accomplit, reçoit d'un militant un mouton, le responsable doit remercier ce militant et lui rendre en même temps son mouton ; il doit, en tout cas, refuser systématiquement tout don, quel que soit le prétexte invoqué par le donateur. Ne tolérez aucune dérogation à cette règle et tout responsable violant la ligne du Parti en acceptant des dons devra être dénoncé et remplacé dans ses fonctions.

Une remarque encore concernant le fonctionnement correct des tribunaux populaires. L'un des concepts essentiels de notre Etat, qui garantit de manière sûre les intérêts du peuple et sa dignité, c'est bien l'institution de la justice démocratique et populaire, celle qui se veut gratuite au service d'une société organisée et tendue vers un perfectionnement constant. Mais une institution, quelles que soient sa nature révolutionnaire et ses qualités dynamiques, peut être contournée par quelques éléments

(Suite page 3)

# La Guinée l'Afrique le monde

## Discours de clôture de la conférence économique de Kissidougou

(Suite de la page 2)

indignes de la révolution. Ce serait le cas d'un tribunal populaire dont les responsables élus se laisseraient influencer par des considérations d'amitié ou de race qui, cédant à la corruption, permettraient ainsi à l'agent de continuer à assurer sa supériorité au détriment de la justice. **Il faut donc veiller très sérieusement au bon fonctionnement des tribunaux populaires. Chaque jugement rendu, doit être reconnu juste non seulement par celui qui avait été lésé, mais aussi par celui aux dépens duquel il a été prononcé.** Il doit l'éduquer par la conviction que s'il a été condamné il n'y a pas eu injustice. La justice est une institution éducative et non répressive et quand bien même la répression est prévue pour des actes très offensifs, elle n'aura eu

pour mission que de servir encore à éduquer le peuple. Nous savons que notre peuple utilise valablement cette institution, mais que certains abus ont été signalés au cours des congrès ou autres assemblées générales. Lorsqu'un mauvais juge donne raison à celui qui a tort et bafoue les intérêts de celui qui a raison, la fermeté révolutionnaire exige — au village ou à la région — que ce mauvais juge soit dénoncé et puni encore plus sévèrement que le coupable. Mais s'il est couvert par une quelconque complicité, dites-vous bien alors que la gangrène ainsi installée et connue du peuple sera préjudiciable à notre révolution. Le mauvais juge ne peut exister qu'au détriment de la révolution. Or, la révolution doit progresser pour que notre peuple s'élève constamment.

aucun centime ne sera prélevé sur les bénéfices du magasin général pour assurer le fonctionnement administratif de la région, même si ces bénéfices sont six fois supérieurs au budget de cette dernière. Ils ne serviront qu'au dévelop-

pement économique de la région. Voilà les grandes lignes de la politique qui sera suivie pour assurer le succès de ces magasins généraux et éviter le retour des désagréments qui nous à amené à supprimer les comptoirs régionaux.

en étudiant les conditions dans lesquelles elles ont été commises et en prenant des mesures efficaces qui seront déterminantes dans la victoire du Parti et dans le succès de la campagne agricole à laquelle toutes nos masses sont invitées à participer. En utilisant les moyens dont il dispose et étant maintenant convaincu de l'efficacité du mot d'ordre «se suffire», le Parti aura apporté la solution convenable à l'accroissement de la production, à l'accroissement du revenu individuel et collectif et à l'élévation du niveau de vie de notre peuple qui entend se moderniser, se libérer du sous-développement et accroître en même temps sa contribution à la libération et au progrès de l'Afrique, à sa réhabilitation dans le concert des autres continents. Tous ces idéaux de progrès, de justice qui nous animent ne peuvent être atteints que par le progrès de chaque individu, de chaque village ou comité, de chaque arrondissement ou section, de chaque fédération ou région, enfin le progrès de la nation tout entière.

### Le temps, une grande richesse

Passons à présent à un autre domaine qui mérite d'être critiqué : la mauvaise utilisation du facteur temps. Dans le rapport d'ouverture de la présente conférence, l'accent a été mis sur son importance dans le développement lequel doit être mené en fonction des besoins à venir. **Le temps est une grande richesse** qui doit être utilisée rationnellement : une discipline économique doit y amener le producteur ; le paysan doit, comme l'ouvrier, travailler toute l'année. L'établissement de calendriers de travail aura une importance capitale dans leur mobilisation et surtout dans leur éducation professionnelle. La région de Beyla vient de dresser un programme semblable et, selon le Ministre délégué, la plupart des fédérations suivent cet exemple.

Le caractère de mobilisation populaire doit être réservé aux occasions solennelles : congrès de la section ou de la fédération ou conférence spéciale, en raison de l'importance qui s'attache à l'ordre du jour du congrès ou de la conférence. En dehors de ce cas, la mobilisation doit se faire dans les champs.

Camarades, l'ambition de la présente conférence en prescrivant de nouvelles méthodes de travail à nos organismes de base et surtout à nos militants, en définissant les objectifs arrêtés, est que l'unité, le sens de la responsabilité militante vous amènent en même temps à faire la critique publique de nos faiblesses et de nos insuffisances, en relevant les erreurs à quelque échelle que ce soit,

### Assurer le ravitaillement correct et efficace de nos populations

Un autre domaine mérite qu'on l'examine avec courage et sévérité c'est celui de la répartition des marchandises au niveau des régions. La session du Conseil National de la Révolution, a discuté de la loi-cadre, créé une commission de répartition des marchandises et denrées. Si cette commission, dans certaines régions s'acquitte correctement de sa mission il n'en est malheureusement pas de même dans d'autres où, quand elle existe, les répartitions relèvent davantage de l'arbitraire que de la justice. Un tel état de fait constaté aussi par les militants, ne peut pas aboutir au découragement et à la démobilisation. Il n'appartient donc pas aux seuls membres de la commission de veiller à l'accomplissement correct de cette mission confiée par le Parti. Ce contrôle, c'est aussi le devoir mieux la responsabilité des militants, de tous ceux qui placent dans la révolution

leur confiance, leur volonté éclairée et leur espoir de progrès. Bientôt d'ailleurs, il sera créé des Magasins généraux, conformément à un décret récent signé à la suite d'une conférence tenue à Conakry avec les bureaux fédéraux de la Guinée Maritime et de certaines régions de la Moyenne-Guinée. Les magasins généraux ne doivent rien avoir de commun avec les comptoirs régionaux de triste souvenir. C'est pourquoi ils resteront sous l'autorité du Ministre du Commerce. Aucun responsable administratif ou politique ne sera habilité à donner quelque ordre que ce soit dans le fonctionnement du magasin général. Aucune marchandise — même une aiguille — ne saurait être livrée sur bon pour telle ou telle région et quelles que soient les raisons. Ce secteur du commerce intérieur doit fonctionner désormais avec le souci constant **d'assurer le ravitaillement correct et efficace de nos populations.**

Rappelons-nous cependant qu'il ne suffit pas d'établir des programmes. Les circulaires mensuelles doivent régulièrement en rappeler le contenu, afin que les responsables des comités de base veillent à son exécution. Une éducation de masse suivie doit supprimer l'oisiveté, l'homme étant le premier capital à valoriser. C'est cette éducation au sein du Parti et l'élévation de conscience à laquelle elle conduit qui doivent mobiliser les militants, et non la menace ou la peur. Voilà une tâche de première importance.

Il faut par ailleurs, dans l'utilisation du temps, prévoir certains aspects négatifs qui réduisent actuellement les activités créatrices de nos masses laborieuses. Une circulaire du B.P.N., tirant les leçons du plan triennal, ordonnait de réduire au minimum la mobilisation populaire, en interdisant en conséquence qu'à tout déplacement d'un membre du bureau fédéral, d'une section, voire d'un comité, les militants soient obligés d'abandonner leurs fermes, leurs champs, leurs ateliers, temps perdu qui réduit leur production. Cette interdiction doit être rigoureusement maintenue. Que les déplacements des membres des comités directeurs soient la démonstration qu'après leur élection, ils ont le souci constant de se tenir à la disposition des militants. Lorsqu'ils surprennent un paysan dans son champ, qu'ils lui donne des conseils ; dans les villages, qu'ils tiennent des conférences éduca-

tives. C'est à ces tâches immenses, mais exaltantes pour la vie de l'Afrique et du monde, qu'en conclusion de la présente conférence, nous vous invitons. Nous vous invitons non seulement à participer constamment, pleinement, mais aussi à faire participer tous ceux avec lesquels vous vivez et qui, comme vous, sont responsables du progrès de la nation. Ainsi, le mot d'ordre **«Vive la Révolution et la production»** deviendra le bréviaire de chacun de nous et se concrétisera dans notre comportement quotidien. Ce mot d'ordre mobilisateur contribuera par conséquent à la transformatoir qualitative de notre peuple et aussi des conditions de notre pays dans ses facteurs humain et matériel.

Nous partons donc avec la certitude que la présente conférence aura été, comme nous l'avons souhaité en l'inaugurant, un élément du progrès du parti Démocratique de Guinée, du progrès des peuples africains et du progrès universel.

### Vive la Révolution et vive la Production

Je déclare close la conférence économique de Kissidougou.

AHMED SEKOU TOURE

### COMMUNIQUE

L'inspecteur d'academie de la Guinée-Maritime rappelle aux candidats de Conakry que l'examen du B.E.S.C. aura lieu les 16-18 et 19 juillet 1966 Au Collège d'enseignement général Conakry I pour les élèves des collèges de Conakry I et les candidats libres. Au collège de Coléah pour les élèves de Conakry II et les élèves des Lycées.

L'appel des candidats se fera à 7h00.



Produire, nous suffire tels sont les mots d'ordre de l'heure.

### Accumuler les bénéfices et non les marchandises

Les activités du magasin général ne devant pas aboutir à une accumulation des marchandises mais plutôt à **une accumulation des bénéfices**, le Bureau Politique National a étudié les conditions d'utilisation de ces bénéfices. Ils serviront non seulement à créer les conditions d'un meilleur fonctionnement des magasins par l'adjonction de

nouveaux locaux, mais aussi et surtout au développement économique de la région. En un mot, ces bénéfices seront retournés aux consommateurs de la régions, laquelle disposera alors d'un véritable budget d'équipement lui permettant de réaliser des objectifs d'intérêt régional. Ici, une précision, afin de supprimer dès le départ toute équivoque :

# HOROYA

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITE

Organe Quotidien du Parti Démocratique de Guinée  
 COMPTE CHEQUES POSTAUX (C.C.P.) 7770  
 BANQUE CENTRALE R. G. (B.C.R.G.) 32-34-58

## Les travaux du Comité spécial de l'O.N.U. sur le colonialisme

Le comité spécial des 24 sur la fin du colonialisme a terminé sa visite en Afrique avec l'adoption, le 22 juin à Alger, d'une résolution sur les territoires colonisés par le Portugal, recommandant au conseil de sécurité de rendre obligatoire la prise de certaines mesures par tous les Etats, en particulier l'embargo sur les envois d'armes à destination du Portugal et le boycott commercial préconisé par l'Assemblée générale.

Le comité spécial a également adopté une résolution invitant le Conseil de sécurité à rendre obligatoires, à l'encontre du Portugal, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud, les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte et demandant le démantèlement des bases militaires situées dans les territoires coloniaux.

Dans la résolution relative aux territoires sous domination portugaise, le comité a condamné les activités des intérêts financiers opérant dans ces territoires et a invité les institutions spécialisées des Nations Unies, en particulier la banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international, à refuser toute aide au Portugal tant qu'il n'aurait pas procédé à la mise en application de la déclaration sur la fin du colonialisme.

Cette même résolution invite également tous les Etats, en particulier les alliés du Portugal qui constitue le groupe d'agression de l'OTAN, à prendre toutes mesures requises pour empêcher la vente et l'expédition

## Mouvement de personnalités

— Le Général Lansana Diané, Ministre de l'armée populaire et du service civique a quitté Conakry le jeudi 14 juillet pour Moscou.

— L'Ambassadeur de Guinée au Sénégal et en Mauritanie, Elhadj Diakhabi M'Bemba a rejoint Dakar le mercredi 13 juillet 1966.

d'armes et d'équipements militaires au Portugal.

La résolution invite également le Haut Commissaire pour les réfugiés et les institutions spécialisées des Nations Unies d'intensifier leur coopération avec les mouvements de libération et d'accroître l'aide qu'ils apportent aux réfugiés fuyant la domination coloniale. La résolution demande enfin à toutes les institutions internationales, y compris la banque mondiale et le Fonds monétaire international, de suspendre toute aide au Portugal et à l'Afrique du Sud.

## Le séminaire des femmes de Conakry II prend fin aujourd'hui

Suite de la première Page

qualité à la consolidation de la révolution nationale, le conférencier a développé le sens du travail créateur et libérateur, de la justice sociale et de la solidarité nationale.

«Les objectifs et le programme d'émancipation de notre Parti, a-t-il affirmé, seront intégralement réalisés parce que le peuple de Guinée est un peuple conscient et mobilisé, déterminé à jamais, à conduire avec succès l'entreprise historique du 28 septembre 1958».

Après avoir mis l'accent sur les transformations opérées dans les différents domaines de la vie nationale en vue d'accélérer le progrès économique, social et culturel du peuple, le conférencier a dénoncé la nouvelle politique de mystification de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Il a stigmatisé la trahison des intérêts supérieurs de l'Afrique par le fantôme Houphouët Boigny et ses valets.

En conclusion, El Hadj Chérif Nabaniou a particulièrement insisté sur le renforcement de l'unité nationale, de la mobilisation et de la vigilance révolutionnaire autour du programme d'émancipation de notre Parti.

Auparavant le séminaire avait entendu un exposé du Dr. Bah, portant sur l'organisation, la structure et le rôle des Services de Santé en Guinée.

Le Docteur Bah a expliqué l'organisation de la Santé en Guinée à l'époque coloniale en soulignant que plus des deux tiers de la population vivaient dans des conditions alarmantes étant donné le nombre insuffisant de dispensaires et d'hôpitaux dans le pays. A ce sujet le conférencier a mis l'accent

## FOOTBALL

Après les victoires de l'Italie sur le Chili par 2 buts à 1, et de l'Argentine sur l'Espagne par 2 buts à 1, la situation était plus claire mercredi soir dans les groupes respectifs où toutes les équipes vainqueurs ont montré qu'il faudra compter sur elles pour la qualification en quart de finale de la coupe du monde de football.

A Birmingham (groupe 2), l'Argentine a battu l'Espagne, l'une des meilleures équipes européennes par 2 buts à 1 (1-0 à la mi-temps).

A Manchester (groupe 3), le Portugal tirant profit de trois erreurs désastreuses de la Hongrie, a battu celle-ci par trois buts à 1 (mi-temps 1-0).

A Sunderland, en groupe quatre, l'Italie, deux fois vainqueur de la coupe Jules Rimet, notamment en 1934 et 1938, a obtenu une nette victoire sur le Chili par deux buts à zéro

(mi-temps 1-0).

Par ailleurs à White City, à Londres, le Mexique a fait match nul avec la France par 1 but à 1. Ce score constitue une surprise dans le groupe un et déception pour les nombreux supporters français venus à Wembley encourager leurs joueurs. Ces derniers ont été tenus en échec par le Mexique. Les mexicains ont en effet fort bien joué et ils ont amplement mérité leur match nul avec les français. Après une première période de jeu monotone, sans brio, au cours de laquelle aucune des deux équipes ne réussit à marquer, la seconde mi-temps, disputée dans un mouvement vif et plaisant, a passionné le public de Wembley. Ce sont les mexicains qui ont marqué les premiers et c'est par la suite que les français parvinrent à égaliser par l'ailier-gauche Hausser à la 61e minute. Dans ce groupe un, l'Angleterre et l'Uruguay se partagent la première place au goal average devant la France et le Mexique.

Le match Italie-Chili fut très attrayant. Après leur premier but, les italiens ne parvinrent jamais à forcer la cadence. Mais leur excellent contrôle de la balle en dépit d'une pluie ne laissèrent aucune chance aux chiliens. Les petits avants chiliens ne furent que fort rarement à même de percer le solide

réseau défensif des arrières italiens.

Ainsi s'établissait le classement général des équipes dans les différents groupes à l'issue de la troisième, toutes les équipes ayant disputé un match.

Groupe A :

Angleterre et Uruguay 1 pt.  
France et Mexique 1 pt.

Groupe B :

1. Allemagne de l'Ouest 2 pts.  
2. Argentine 2 pts.  
3. Espagne 0 pt.  
4. Suisse 0 pt.

Groupe C :

1. Brésil 2 pts.  
2. Portugal 2 pts.  
3. Hongrie 0 pt.  
4. Bulgarie 0 pt.

Groupe D :

1. U.R.S.S. 2 pts.  
2. Italie 2 pts.  
3. Chili 0 pt.  
4. Corée du Nord 0 pt.

Pour permettre aux équipes de souffler, aucune rencontre n'était prévue pour hier jeudi 14 juillet. Les matches reprennent aujourd'hui vendredi 15 juillet à 19h30 (G.M.T.) selon le programme suivant :

A White City :

Uruguay-France

A Sheffield :

Suisse-Espagne

A Liverpool :

Brésil-Hongrie

A Middlesbrough :

Corée du Nord-Chili

## Coupe René Saadi

Vendredi 15 juillet

Au Stade du 28 Septembre à 16 heures 30

Commerce contre Transmat

A la Mission,

Simandou contre Cheminot

A l'issue de ces rencontres, nous enregistrons deux autres défaites qui viendront s'ajouter aux quatre précédentes qu'à connues la deuxième coupe depuis son départ le 8 juillet dernier. Rappelons que ces quatre chutes sont celles d'Alimag d'Offibana, de Sonfonia et de l'UST Aérien face respectivement à l'ENTA, l'EMATEC, Bâtiment et le Stade. Comme nous l'avons souligné déjà, toutes ces rencontres ont été caractérisées par la nette supériorité des clubs de première division.

Quant au second match de la journée, opposant deux clubs de première division, la balance se penchera certainement du côté de Simandou, l'extraordinaire équipe insulaire. Cependant nous ne doutons pas que la partie sera dure.

## Nouvelles brèves

ALGER. — M. Belaid Abdeslam, ministre algérien de l'industrie et de l'énergie, se rendra samedi à Moscou à la tête d'une délégation, sur invitation du gouvernement soviétique.

Au cours de ce voyage, les représentants des deux pays examineront notamment la question des prix de vente du gaz soviétique et du gaz algérien, afin que ce dernier puisse devenir compétitif dans le monde socialiste.

L'URSS participe déjà à la construction d'un complexe sidérurgique à Annaba (Ex-Bone) qui doit être le plus important de toute l'Afrique du Nord.

LE CAIRE. — La RAU compte trente millions cinquante-trois mille habitants, dont plus de quatre millions vivent dans la capitale, indique un recensement effectué en mai dernier et publié mercredi par le quotidien caïrote «AL AHRAM».

En 1960 la population égyptienne était de vingt-six millions d'habitants parmi lesquels plus de trois millions résidaient au Caire.

Le taux d'accroissement annuel de la population est de 2,7

pour cent alors qu'il n'était que de 2,4 pour cent en 1960.

LA HAVANE. — L'Organisation de solidarité tricontinentale, dont le siège est à la Havane, a lancé un appel aux gouvernements et aux organisations progressistes dans le monde, pour qu'ils se préparent à envoyer des volontaires qui aideront le Vietnam à lutter contre «l'impérialisme».

Dans un communiqué le secrétariat tricontinental, qui groupe des représentants des organisations révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, demande également un accroissement de l'aide sous toutes ses formes au peuple vietnamien, y compris l'envoi d'armes.

## Tribunal populaire à Macenta

Une délégation de la justice, composée de MM. Toumany Sangaré, Secrétaire d'Etat à la Présidence chargé de la justice, El Hadj Magassouba Moriba, Secrétaire d'Etat à la Présidence chargé de l'intérieur et de la Sécurité et M. Sy Savané Souleymane, Président de la Cour d'Appel, est arrivée le 5 juillet

à Macenta

A Macenta, ces trois personnalités de la Justice et de la Sécurité ont présidé le tribunal spécial qui a eu à juger les personnes impliquées dans l'exportation frauduleuse de nos produits, mettant ainsi en danger notre programme national de développement économique.